

F1 - Formulaire Avis de marché

Avis d'appel public à la concurrence

Département(s) de publication : **34**

Annonce No **16-132024**

Services

- *Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur* : Cté d'Agglo Béziers Méditerranée.
Correspondant : M. le président, quai Ouest 39, Boulevard de Verdun Cs3
0567 34536 Béziers Cedex, tél. : 04-99-41-33-30, télécopieur : 04-99-41-33-03,
courriel : marchespublics@beziers-mediterranee.fr adresse internet : <http://www.beziers-mediterranee.fr>.

Adresse internet du profil d'acheteur : <http://cabeme.marcoweb.fr>.

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.

Principale(s) Activité(s) de l'entité adjudicatrice : Services de chemin de fer urbain, de tramway, de trolleybus ou d'autobus.

Objet du marché : assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'étude du renouvellement du contrat d'exploitation du réseau des transports urbains de la communauté d'agglomération Béziers Méditerranée.

Mots descripteurs : Assistance à maîtrise d'ouvrage, Assistance juridique, Assistance technique.

Catégorie de services : 12.

CPV - Objet principal : 71311200.

Lieu d'exécution : territoire de la Communauté d'agglomération Béziers-Méditerranée, 34536 Béziers.

Code NUTS : FR813.

Caractéristiques principales :

la présente consultation concerne la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'étude du renouvellement du contrat d'exploitation du réseau des transports urbains de la communauté d'agglomération Béziers Méditerranée.

L'Objet de la mission consiste à assister l'agglomération pour définir, notamment sur les plans technique, administratif, contractuel et financier, un mode d'organisation du service de transports urbains, et pour le mettre en œuvre au travers du renouvellement du contrat de concession de service public.

L'Intervention du prestataire se déroulera en trois missions :

Mission 1 : Diagnostic du contrat arrivant à échéance

Mission 2 : Propositions technico-financières pour le renouvellement du contrat

Mission 3 : Assistance pour le renouvellement du contrat d'exploitation du réseau de transports urbains

Les candidats devront avoir les compétences suivantes :

- un spécialiste des problématiques de transports urbains et de la gestion déléguée dans ce domaine (juriste),

- un spécialiste en finances publiques locales et expert dans le domaine de l'analyse fiscale avec des références dans le domaine de la gestion déléguée du service public de transports urbains (économiste),

- un spécialiste en transports urbains (ingénieur),

- un spécialiste pouvant fournir des conseils juridiques à la collectivité au sens de la loi 71-1130 du 31 décembre 1971 (avocat),

- un spécialiste en Communication avec des références en matières de stratégie de communication autour de projets de transports

Refus des variantes.

La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC : non.

Prestations divisées en lots : non.

Cautionnement et garanties exigés : aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent : les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Le marché est à prix révisable sur la base de l'index de référence I (index ING Ingénierie). Les prix sont révisables semestriellement.

Avance de 5.0% accordée dans les conditions prévues au contrat.

Délai global de paiement des prestations de 30 jours.

Les prestations du marché seront financées au moyen de ressources propres prélevées sur le budget principal en cours de la Communauté d'agglomération Béziers-Méditerranée et/ou de subventions et/ou d'un emprunt.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : en cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

Compte tenu de la pluridisciplinarité que requiert cette mission, les candidats doivent prévoir l'intervention d'une équipe de spécialistes ayant des compétences dans les domaines suivants :

- un spécialiste des problématiques de transports urbains et de la gestion déléguée dans ce domaine (juriste),

- un spécialiste en finances publiques locales et expert dans le domaine de l'analyse

fiscale avec des références dans le domaine de la gestion déléguée du service public de transports urbains (économiste),

- un spécialiste en transports urbains (ingénieur) avec des références dans le domaine :
1. De l'analyse de la performance et de la qualité de service des réseaux de transports urbains,

De la mise au point de projets de développement de transports urbains comprenant la réorganisation des lignes, des services, le transport à la demande, la création de pôles d'échanges, ...

2. Des systèmes d'aide à l'exploitation et à l'information voyageurs,

3. De la préparation et du suivi de procédures de contrat de concession de service.

- un spécialiste pouvant fournir des conseils juridiques à la collectivité au sens de la loi 71-1130 du 31 décembre 1971 (avocat),

- un spécialiste en Communication avec des références en matières de stratégie de communication autour de projets de transports.

L'exécution du marché est soumise à d'autres conditions particulières : non.

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature : français.

Unité monétaire utilisée, l'euro.

Conditions de participation :

Situation juridique - références requises : - Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses co-traitants datée et signée en original (Dc1 dans sa dernière version en date du 31/03/2016 ou forme libre) ;

- copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;

- renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail ;

- déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles 45, 46 et 48 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

- documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat : Kbis de moins de 3 mois, et le cas échéant, délégation de pouvoir précisant les montants délégués (si la personne signataire est différente de celle(s) désignée(s) au Kbis).

Capacité économique et financière - références requises : - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles ;

- déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels

Référence professionnelle et capacité technique - références requises : - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;

- liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire ;

- déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat ;

- titre d'études (Curriculum Vitae) des membres de l'équipe qui interviendront pour la réalisation des prestations.

La prestation n'est pas réservée à une profession particulière.

Marché réservé : non.

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON

Critères d'attribution :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

- valeur technique : 60 %;
- prix des prestations : 40 %.

Type de procédure : procédure adaptée.

Date limite de réception des offres : **10 octobre 2016, à 17 heures.**

Délai minimum de validité des offres : 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Autres renseignements :

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : 2016018.

Renseignements complémentaires : 1) Après examen des offres, l'entité adjudicatrice se réserve la possibilité d'engager des négociations, par phases successives, avec l'ensemble des candidats ayant présenté une offre régulière, irrégulière ou inacceptable. Seront exclues des négociations les offres inappropriées et hors délai. Les négociations se dérouleront dans le strict cadre des critères de jugement des offres.

2) Les candidats peuvent transmettre leurs documents par voie électronique sur le profil d'acheteur de l'entité adjudicatrice, à l'adresse URL suivante : <http://cabeme.marcoweb.fr>.

3) *Durée du marché :* Le présent marché débute à compter de la date de notification jusqu'à une échéance fixée 4 mois après le début de la concession de service public. A titre estimatif, la durée du marché est de 2 ans et 6 mois.

Conditions et mode de paiement pour obtenir les documents contractuels et additionnels :

Le dossier de consultation des entreprises (Dce) est remis gratuitement à chaque candidat.

Conditions de remise des offres ou des candidatures :

les candidats peuvent transmettre leur offre sous pli cacheté, par pli recommandé avec avis de réception ou déposé contre récépissé, à l'adresse suivante (horaires d'ouverture : 8h - 12h ; 13h30 - 17h30, du Lundi au Vendredi) :

Communauté d'agglomération Béziers Méditerranée
Quai Ouest
39 Boulevard de Verdun
Cs 30567
34536 beziers Cedex.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 15 septembre 2016.

Adresse à laquelle les offres/candidatures/projets/demandes de participation doivent être envoyés : Communauté d'Agglo Béziers Méditerranée.

Correspondant : service Marchés Publics, quai Ouest 39 Boulevard de Verdun CS 30567, 34536 Béziers Cedex, , tél. : 04-99-41-33-30, , télécopieur : 04-99-41-33-03, , courriel : marchespublics@beziers-mediterranee.fr, adresse internet : <http://cabeme.marcoweb.fr>.

Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre administratif et technique peuvent être obtenus : Communauté d'Agglo Béziers Méditerranée.

Correspondant : service Marchés Publics, quai Ouest 39 Boulevard de Verdun CS 30567, 34536 Béziers Cedex, , tél. : 04-99-41-33-30, , télécopieur : 04-99-41-33-03, , courriel : marchespublics@beziers-mediterranee.fr, adresse internet : <http://cabeme.marcoweb.fr>.

Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus : Communauté d'Agglo Béziers Méditerranée.

Correspondant : service Marchés Publics, quai Ouest 39 Boulevard de Verdun CS 30567, 34536 Béziers Cedex, , tél. : 04-99-41-33-30, , télécopieur : 04-99-41-33-03, , courriel : marchespublics@beziers-mediterranee.fr, adresse internet : <http://cabeme.marcoweb.fr>.

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal Administratif de Montpellier 6 rue Pitot 34063 Montpellier, tél. : 04-67-54-81-00, courriel : greffe-ta-montpellier@juradm.fr, télécopieur : 04-67-54-74-10.

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours : Tribunal Administratif de Montpellier 6 rue Pitot 34063 Montpellier, tél. : 04-67-54-81-00, courriel : greffe-ta-montpellier@juradm.fr, télécopieur : 04-67-54-74-10.